

# Newsletter, 23-26 octobre 2017 - Session plénière - Strasbourg

[19-10-2017 - 16:05]

## Séance plénière

<a href="#">Sommet de l'UE et avenir de l'Europe</a> .....	4
Le Président du Conseil, Donald Tusk, discutera avec les députés des résultats de la réunion des dirigeants européens des 19 et 20 octobre, axée sur la migration et l'asile, la défense et les négociations sur le Brexit.	
<a href="#">Débat sur la liberté de la presse après le meurtre d'une journaliste maltaise</a> . . . .	5
Les groupes politiques débattront de la liberté des médias et de la protection des journalistes, après le meurtre brutal de Daphne Caruana Galizia, une journaliste maltaise reconnue pour son travail sur les Panama Papers, la corruption et le trafic de drogue.	
<a href="#">Protéger les investisseurs et l'économie de l'UE des créances douteuses</a> . . . . .	6
Les prêts regroupés devront être simplifiés et rendus plus transparents avant de pouvoir être vendus aux investisseurs, selon le projet de règles mis aux voix jeudi.	
<a href="#">Renforcer les contrôles de sécurité aux frontières de l'Europe</a> .....	7
Un système électronique commun pour accélérer les contrôles aux frontières extérieures de l'espace Schengen et enregistrer tous les voyageurs non-UE sera débattu et voté mercredi.	
<a href="#">Travailleurs détachés: le Parlement est prêt à négocier avec les États membres</a>	8
Le Parlement pourra débiter les négociations avec les gouvernements de l'UE sur les règles révisées en matière de détachement des travailleurs, les députés s'apprêtant à soutenir le mandat de négociation en plénière.	
<a href="#">Le Président du Parlement européen annoncera le lauréat du Prix Sakharov 2017</a> .....	9
Le lauréat du Prix Sakharov 2017 sera choisi par le Président du Parlement européen, Antonio Tajani, et les dirigeants des groupes politiques, et annoncé par M. Tajani en session plénière jeudi midi.	
<a href="#">Les députés proposent de supprimer progressivement le glyphosate d'ici 2020</a> .	10
Un projet de résolution plaide pour l'interdiction complète des herbicides à base de glyphosate à partir du 15 décembre 2020, et pour des restrictions immédiates.	
<a href="#">Programme de la Commission pour 2018: débat avec le vice-président Timmermans</a> .....	11
Le programme de travail de la Commission 2018, qui sera le dernier de l'actuelle Commission, a pour objectif de traduire les priorités politiques fixées lors du débat de septembre sur l'état de l'Union en projets législatifs et en propositions et actions non législatives.	
<a href="#">Drogues: accélérer la lutte contre les nouvelles substances psychoactives</a> . . . . .	12
Des règles mises à jour pour déclarer illégales les "drogues légales" et les retirer du marché plus rapidement seront débattues en plénière lundi et mises aux voix mardi. Ces nouvelles substances peuvent avoir un effet similaire à celui de l'héroïne, de la cocaïne et d'autres drogues illicites.	
<a href="#">Favoriser l'utilisation dans l'UE de fertilisants organiques et plus sûrs</a> .....	13
Des fertilisants innovants, produits à partir de matières organiques ou recyclées, pourraient être plus facilement vendus sur le marché européen grâce à ce projet de nouvelles règles débattu lundi et mis aux voix mardi. Les députés souhaitent aussi introduire des limites concernant les métaux lourds tels que le cadmium dans les engrais phosphatés, afin de réduire les risques sanitaires et environnementaux.	
<a href="#">Incendies au nord de l'Espagne et au Portugal: comment optimiser l'aide de l'UE</a> .....	15



# Séance plénière

Les manières d'améliorer et de mobiliser plus rapidement l'aide d'urgence et les outils de financement de l'UE afin d'aider l'Espagne et le Portugal suite aux récents incendies meurtriers seront débattues avec le Conseil et la Commission mercredi soir.

## **Vote sur les négociations commerciales avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande** . 16

Les négociations sur les accords commerciaux avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande devraient avoir pour objectif de stimuler l'économie de l'UE tout en protégeant les agriculteurs et en garantissant des normes élevées de protection des consommateurs, affirment les députés dans une résolution débattue mercredi et mise aux voix jeudi.

## **Comment mieux exploiter tout le potentiel économique de la zone euro** . . . . . 17

Jusqu'à un point de croissance supplémentaire est un objectif atteignable grâce à des réformes structurelles, des politiques en matière d'emploi et de l'investissement dans les États membres, affirment les députés. Un débat sera organisé avec le commissaire Moscovici mercredi après-midi, suivi d'un vote jeudi.

## **Les députés se mettent d'accord sur un budget européen 2018 solide avant les négociations avec les États membres** . . . . . 18

Le Parlement votera une proposition modifiée de budget de l'UE pour l'année prochaine, qui s'élèvera à 162,6 milliards d'euros d'engagements, soit 2 milliards d'euros de plus que la proposition initiale de la Commission de 160,6 milliards d'euros.

## **Budget à long terme de l'UE: premières propositions de réforme du cadre financier de l'après-2020** . . . . . 19

L'actuel cadre financier pluriannuel (CFP) 2014-2020 "a atteint ses limites", déclarent les députés dans un projet de résolution mis aux voix mardi. Pour se voir "augmenté de façon significative", le prochain CFP pour l'après-2020 devrait s'élever à au moins 1,23% du RNB de l'UE, ajoutent-ils. Le plafond actuel des dépenses est de 1%.

## **Protection des lanceurs d'alerte à l'échelle européenne** . . . . . 20

Les lanceurs d'alerte qui agissent dans l'intérêt public méritent une protection et un soutien adéquats, disent les députés qui appelleront à de nouvelles règles mardi.

## **Protéger les travailleurs grâce à des règles plus strictes pour les substances cancérigènes** . . . . . 21

Des règles plus strictes visant à protéger les travailleurs contre l'exposition aux substances cancérigènes et mutagènes seront débattues mercredi et mises aux voix du Parlement, pour un vote final, jeudi.

## **Débat sur le harcèlement et les abus sexuels dans l'UE** . . . . . 22

Après le scandale hollywoodien d'harcèlement sexuel systémique dans l'industrie cinématographique et la campagne mondiale #MeToo menée par des femmes dénonçant le harcèlement et les agressions sexuelles qu'elles ont subies, les députés débattront du sujet mardi soir.

## **Régimes de revenu minimum: aider les personnes à sortir de la pauvreté et à reprendre une vie active** . . . . . 23

Selon un projet de résolution qui sera débattu lundi et mis aux voix mardi, un régime de revenu minimum est l'un des moyens les plus efficaces pour sortir les gens de la pauvreté.

## **Racisme anti-Roms: combattre les discriminations dans l'UE** . . . . . 24

Les États membres et l'UE ne parviennent pas à garantir des droits égaux pour les Roms. Les députés débattront lundi des solutions pour mettre un terme à cette discrimination et adopteront mardi une résolution détaillant des mesures concrètes aux niveaux national et de l'UE.

## **Autres sujets à l'ordre du jour** . . . . . 25

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

# Séance plénière

Emilie TOURNIER

BXL: (+32) 2 28 30578  
STR: (+33) 3 881 72649  
PORT: (+32) 473 55 74 66  
ROLE: Attachée de presse  
EMAIL: [presse-FR@europarl.europa.eu](mailto:presse-FR@europarl.europa.eu)

Baptiste CHATAIN

BXL: (+32) 2 28 40992  
STR: (+33) 3 881 74151  
PORT: (+32) 498 98 13 37  
EMAIL: [presse-fr@europarl.europa.eu](mailto:presse-fr@europarl.europa.eu)

Nicolas DELALEU

BXL: (+32) 2 28 44407  
EMAIL: [presse-fr@europarl.europa.eu](mailto:presse-fr@europarl.europa.eu)

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary>

## En savoir plus

- [Projet d'ordre du jour](#)
- [EP Live : suivre la séance en direct](#)
- [Europarl TV](#)
- [Conférences de presse et autres événements](#)
- [Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)
- [EP Newshub](#)
- [EPRS Plenary podcasts on key issues](#)

# Séance plénière

## Sommet de l'UE et avenir de l'Europe

**Le Président du Conseil, Donald Tusk, discutera avec les députés des résultats de la réunion des dirigeants européens des 19 et 20 octobre, axée sur la migration et l'asile, la défense et les négociations sur le Brexit.**

Le Président Tusk informera également les députés des premières réactions et délibérations des chefs d'État ou de gouvernement sur les différents scénarios pour l'avenir de l'Europe.

*Débat: mardi 24 octobre*

*Procédure: déclaration du Conseil et de la Commission (sans résolution)*

*#EUCO @EU2017EE #MigrationEU #EUdefence*

### En savoir plus

- [Ordre du jour du Conseil de l'Union européenne des 19-20 octobre](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

# Séance plénière

## Débat sur la liberté de la presse après le meurtre d'une journaliste maltaise

**Les groupes politiques débattront de la liberté des médias et de la protection des journalistes, après le meurtre brutal de Daphne Caruana Galizia, une journaliste maltaise reconnue pour son travail sur les Panama Papers, la corruption et le trafic de drogue.**

Le débat, prévu pour mardi après-midi, sera précédé d'une minute de silence à midi avant les votes. La famille de Mme Caruana Galizia a été invitée à y assister.

*Débat: mardi 24 octobre*

*Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission, sans résolution*

*#DaphneCaruanaGalizia*

### En savoir plus

- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

# Séance plénière

## Protéger les investisseurs et l'économie de l'UE des créances douteuses

**Les prêts regroupés devront être simplifiés et rendus plus transparents avant de pouvoir être vendus aux investisseurs, selon le projet de règles mis aux voix jeudi.**

Selon ces nouvelles règles, les investisseurs potentiels dans des produits qui regroupent des prêts individuels et d'autres actifs financiers (prêts hypothécaires, prêts à la consommation, contrats de crédit-bail) pour former des titres négociables - une procédure connue sous le nom de titrisation - devront dûment être informés en amont de la qualité de ces actifs.

La titrisation représente une source importante de financement qui permet aux banques de prêter davantage à l'économie réelle. Mais les produits de titrisation doivent être plus "simples, transparents et standardisés" pour prévenir la revente de créances douteuses qui peuvent engendrer un effondrement économique comme celui vécu aux États-Unis en 2008 après la crise des "subprimes".

Afin d'éviter tout aléa moral, selon les nouvelles règles, les institutions financières devront conserver un intérêt dans les titres regroupés qu'elles vendent.

De plus, la "retitrisation", autrement dit le regroupement de titres qui sont eux-mêmes des regroupements d'actifs, sera interdite.

*Débat: mercredi 25 octobre*

*Vote: jeudi 26 octobre*

*Procédure: codécision, accord en première lecture*

*#STS #securitisation #CRR #CMU*

### En savoir plus

- [Projet de rapport établissant des règles communes en matière de titrisation ainsi qu'un cadre européen pour les opérations de titrisation simples, transparentes et standardisées](#)
- [Projet de rapport concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement](#)
- [Communiqué de presse suite à l'accord trouvé avec la présidence maltaise du Conseil \(30.05.2017, en anglais\)](#)
- [Rapporteur sur la titrisation: Paul Tang \(S&D, NL\)](#)
- [Rapporteur sur les exigences prudentielles: Othmar Karas \(PPE, AT\)](#)

# Séance plénière

## Renforcer les contrôles de sécurité aux frontières de l'Europe

**Un système électronique commun pour accélérer les contrôles aux frontières extérieures de l'espace Schengen et enregistrer tous les voyageurs non-UE sera débattu et voté mercredi.**

Le nouveau système partagé enregistrera les informations (telles que le nom, les empreintes digitales, l'image faciale, la date et le lieu) relatives à l'entrée, à la sortie et au refus d'entrée de ressortissants de pays tiers, à la fois pour les voyageurs qui ont besoin d'un visa et ceux qui en sont exemptés franchissant les frontières extérieures de l'espace Schengen.

Le système EES facilitera également la vérification du respect de la durée autorisée pour un court séjour - 90 jours dans une période de 180 jours.

Le système est conçu pour remplacer l'apposition manuelle de cachets sur les passeports afin de faciliter les traversées rapides, tout en rendant plus aisée la détection des personnes ayant dépassé la durée de séjour autorisée, ainsi que la fraude de documents ou d'identité. Les données sur les personnes auxquelles l'entrée est refusée seront stockées pour empêcher leur arrivée via une autre frontière.

Le Parlement votera sur un accord informel conclu lors des négociations avec le Conseil le 30 juin.

*Débat : mercredi 25 octobre*

*Vote : mercredi 25 octobre*

*Procédure : procédure législative ordinaire*

*#Bordercontrols #migrationEU*

### En savoir plus

- [Projet de rapport sur la création d'un système d'entrée/sortie \(EES\) pour enregistrer les données relatives aux entrées et aux sorties des ressortissants de pays tiers qui franchissent les frontières extérieures des États membres de l'UE](#)
- [Communiqué de presse du vote en commission \(30.06.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Agustín DÍAZ DE MERA \(PPE, ES\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Étude EPRS: Système européen d'entrée/sortie \(EES\) \(juin 2017, en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse du Conseil - Système d'entrée/sortie: le Conseil confirme l'accord entre la présidence et le PE sur les principales dispositions politiques \(30.06.2017, en anglais\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

# Séance plénière

## Travailleurs détachés: le Parlement est prêt à négocier avec les États membres

**Le Parlement pourra débiter les négociations avec les gouvernements de l'UE sur les règles révisées en matière de détachement des travailleurs, les députés s'appêtant à soutenir le mandat de négociation en plénière.**

La réforme des règles vise à garantir aux travailleurs détachés une meilleure protection, et aux entreprises une concurrence équitable. Le [projet de mandat de négociation](#) du Parlement, qui sera présenté en plénière par la commission de l'emploi et des affaires sociales, se fonde sur le principe qu'un travail identique sur un même lieu de travail doit être rémunéré de la même façon.

Les principaux changements concernent la rémunération des travailleurs détachés, la durée du détachement, les conventions collectives et les entreprises de travail intérimaire.

S'il n'y a pas d'objection lors de la plénière la semaine prochaine, le Parlement pourra débiter les négociations avec le Conseil, qui doit encore arrêter sa position.

### À savoir

Un travailleur détaché est un employé qui est envoyé par son employeur dans un autre État membre de l'UE pour mener une mission de façon temporaire. En 2015, on comptait 2,05 millions de travailleurs détachés dans l'UE.

La Pologne, l'Allemagne et la France envoient le plus grand nombre de travailleurs détachés, tandis que l'Allemagne, la France et la Belgique reçoivent le plus grand nombre de travailleurs détachés.

*Procédure: procédure législative ordinaire*

### En savoir plus

- [Infographie sur les travailleurs détachés](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(16.10.2017\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Profil du rapporteur Elisabeth Morin-Chartier \(PPE, FR\)](#)
- [Profil du rapporteur Agnes Jongerius \(S&D, NL\)](#)
- [Service de recherche du PE – La révision de la directive sur les travailleurs détachés \(en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE – La directive sur les travailleurs détachés \(en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE – Étude sur la directive sur les travailleurs détachés: la situation actuelle et les défis à venir \(en anglais\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)



# Séance plénière

## Le Président du Parlement européen annoncera le lauréat du Prix Sakharov 2017

Le lauréat du Prix Sakharov 2017 sera choisi par le Président du Parlement européen, Antonio Tajani, et les dirigeants des groupes politiques, et annoncé par M. Tajani en session plénière jeudi midi.

Lors de la réunion de la Conférence des présidents jeudi, le Président Tajani et les dirigeants des groupes politiques distingueront le lauréat 2017 parmi les trois finalistes présélectionnés:

- La défenseuse des droits de l'homme guatémaltèque Aura Lolita Chavez Ixcaquic;
- L'opposition démocratique au Venezuela; et
- Le journaliste suédo-érythréen Dawit Isaak.

Le Président Tajani annoncera le(s) lauréat(s) dans l'hémicycle à midi.

Le Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit est décerné chaque année par le Parlement européen. Il a été créé en 1988 pour honorer des personnalités collectives ou individuelles qui s'efforcent de défendre les droits de l'homme et les libertés fondamentales. L'année dernière, le Prix Sakharov a été décerné aux deux jeunes survivantes yézidiennes de Daesh [Nadia Mourad Bassi Taha et Lamiya Aji Bachar](#).

*Vote: durant la conférence des présidents jeudi 26 octobre*

*Annonce: en plénière jeudi 26 octobre à midi*

*#SakharovPrize*

### En savoir plus

- [Suivre l'annonce en direct sur EP Live](#)
- [Suivre l'annonce en direct sur EbS+ \(26.10.2017\)](#)
- [Les trois finalistes du Prix Sakharov 2017](#)
- [Produits audiovisuels: Prix Sakharov 2017](#)
- [Site internet du Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit](#)

# Séance plénière

## Les députés proposent de supprimer progressivement le glyphosate d'ici 2020

**Un projet de résolution plaide pour l'interdiction complète des herbicides à base de glyphosate à partir du 15 décembre 2020, et pour des restrictions immédiates.**

Le texte s'oppose à la proposition de la Commission européenne visant à renouveler l'autorisation de l'herbicide controversé pour une durée de dix ans. Les députés affirment que l'UE devrait planifier une suppression progressive de cette substance et commencer par l'interdire pour tout usage domestique, puis dans l'agriculture, dans les cas où les substances biologiques alternatives ("systèmes intégrés de lutte contre les organismes nuisibles") sont suffisantes pour les opérations nécessaires de désherbage.

Le glyphosate devrait être totalement interdit dans l'UE d'ici au 15 décembre 2020, même si des étapes intermédiaires sont nécessaires, précisent les députés.

*Vote : mardi 24 octobre*

*Procédure : résolution non législative*

*#glyphosate*

### En savoir plus

- [Communiqué de presse suite au vote en commission parlementaire \(19.10.17\)](#)
- [Note d'information - Système d'évaluation des risques liés aux pesticides de l'UE: le cas du glyphosate \(en anglais\)](#)
- [Matériel audiovisuel pour professionnels](#)

# Séance plénière

## Programme de la Commission pour 2018: débat avec le vice-président Timmermans

**Le programme de travail de la Commission 2018, qui sera le dernier de l'actuelle Commission, a pour objectif de traduire les priorités politiques fixées lors du débat de septembre sur l'état de l'Union en projets législatifs et en propositions et actions non législatives.**

Chaque année, la Commission européenne adopte un plan d'actions pour l'année à venir. La présentation du programme de travail de la Commission est précédée d'un discours annuel sur l'état de l'Union prononcé en septembre par le Président de la Commission.

### Prochaines étapes

Suite à l'adoption du programme de travail par le collège des commissaires, les Présidents du Parlement, du Conseil et de la Commission débattront et signeront à Strasbourg en décembre une déclaration commune sur les propositions clés de l'UE pour 2018, sur lesquelles les co-législateurs (États membres et députés) s'engagent à concentrer leurs efforts.

*Débat: mardi 24 octobre*

*Procédure: déclaration de la Commission suivie d'un débat*

*#CWP2018 #EU2018Agenda*

### En savoir plus

- [Site de la Commission européenne dédié à son programme de travail annuel](#)

# Séance plénière

## Drogues: accélérer la lutte contre les nouvelles substances psychoactives

**Des règles mises à jour pour déclarer illégales les "drogues légales" et les retirer du marché plus rapidement seront débattues en plénière lundi et mises aux voix mardi. Ces nouvelles substances peuvent avoir un effet similaire à celui de l'héroïne, de la cocaïne et d'autres drogues illicites.**

Les changements, déjà conclus avec le Conseil, réduisent les délais de détermination des risques posés par les nouvelles substances psychoactives (NSP) comme le furanylfentanyl, opioïde de synthèse, raccourcissant de moitié la procédure dans son ensemble. Le rôle d'Europol pour déterminer dans quelle mesure et quelles organisations criminelles sont impliquées dans la fabrication et la distribution des médicaments est également renforcé.

Comme c'est le cas pour d'autres drogues illégales, la production, la distribution et la vente des substances les plus dangereuses par des groupes criminels pourraient être punies d'au moins dix ans d'emprisonnement.

### À savoir

Selon l'[Office des Nations Unies contre la drogue et le crime \(ONUDC\)](#), les nouvelles substances psychoactives (NSP) ne sont pas soumises à des contrôles et peuvent constituer une menace pour la santé publique. Elles ont rapidement proliféré au cours de la dernière décennie, bénéficiant de la mondialisation et des nouvelles technologies de communication, et sont souvent vendues ouvertement dans des magasins spécialisés et via Internet.

*Débat : lundi 23 octobre*

*Vote : mardi 24 octobre*

*Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture (modifications au règlement fondant l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT)) et seconde lecture (directive sur les dispositions minimales relatives aux éléments constitutifs des infractions pénales et des sanctions applicables dans le domaine du trafic de drogue)*

### En savoir plus

- [Projet de rapport modifiant le règlement fondant l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies \(OEDT\) en ce qui concerne l'échange d'informations, le système d'alerte rapide et la procédure d'évaluation des risques pour les NSP](#)
- [Projet de rapport établissant les dispositions minimales relatives aux éléments constitutifs des infractions pénales et des sanctions applicables dans le domaine du trafic de drogue, concernant la définition de la drogue](#)
- [Profil du rapporteur Michal Boni \(PPE, PL\) \(modifications au règlement OEDT\)](#)
- [Profil du rapporteur Teresa Jiménez-Becerril \(PPE, ES\) \(infractions pénales et des sanctions applicables dans le domaine du trafic de drogue\)](#)
- [Fiche de procédure \(modifications au règlement OEDT\)](#)
- [Fiche de procédure \(infractions pénales et des sanctions applicables dans le domaine du trafic de drogue\)](#)
- [Nouvelles substances psychoactives en Europe: législation et sanctions — défis et solutions actuels \(publication conjointe à l'OEDT et Eurojust, novembre 2016, en anglais\)](#)
- [Étude: examen et évaluation de la politique de antidrogue de l'UE \(novembre 2016, en anglais\)](#)
- [EuroparTV: Surveillance des « drogues légales »](#)

# Séance plénière

## Favoriser l'utilisation dans l'UE de fertilisants organiques et plus sûrs

**Des fertilisants innovants, produits à partir de matières organiques ou recyclées, pourraient être plus facilement vendus sur le marché européen grâce à ce projet de nouvelles règles débattu lundi et mis aux voix mardi. Les députés souhaitent aussi introduire des limites concernant les métaux lourds tels que le cadmium dans les engrais phosphatés, afin de réduire les risques sanitaires et environnementaux.**

Les nouvelles règles permettraient de promouvoir l'utilisation de davantage de matières recyclées dans la production de fertilisants et donc d'aider au développement de [l'économie circulaire](#), tout en réduisant la dépendance aux éléments nutritifs importés de pays tiers. Faciliter la vente de fertilisants innovants et organiques dans l'ensemble de l'UE permettrait aussi d'offrir un choix plus large aux agriculteurs et aux consommateurs et de promouvoir l'innovation verte.

### Limites pour le cadmium

Le cadmium, un métal lourd que l'on trouve principalement dans les engrais minéraux phosphatés, présente un risque pour la santé humaine et animale ainsi que pour l'environnement, en raison de son accumulation dans les sols et de sa migration dans la chaîne alimentaire. Les limites de cadmium seraient ramenées de 60 mg/kg à 40 mg/kg après trois ans, et à 20 mg/kg après neuf ans, selon la proposition des députés (contre 12 ans comme prévu par la Commission).

Après le vote en plénière, la nouvelle législation devra encore être négociée avec le Conseil des ministres de l'UE en vue de parvenir à un accord.

### À savoir

Actuellement, seuls 5% des déchets de matériaux organiques sont recyclés et utilisés comme fertilisants, mais les déchets biologiques recyclés pourraient remplacer jusqu'à 30% des engrais minéraux. L'UE importe plus de six millions de tonnes de phosphate par an, mais elle pourrait récupérer jusqu'à deux millions de tonnes via les boues d'épuration, les déchets biodégradables, les farines de viande et d'os, et le lisier, selon la Commission. Près de la moitié des fertilisants sur le marché européen ne sont pas couverts par le règlement actuel.

L'ingrédient principal des fertilisants est le phosphate, qui a été qualifié par la Commission de matière première critique. L'UE est actuellement très dépendante des importations de phosphate en provenance de pays extérieurs à l'UE: plus de 90% des engrais phosphatés utilisés dans l'UE sont importés, principalement du Maroc, de Tunisie et de Russie.

*Débat: lundi 23 octobre*

*Vote: mardi 24 octobre*

*Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture*

*#fertilisers #circulareconomy*

### En savoir plus

- [Projet de rapport sur la proposition de règlement du PE et du Conseil établissant les règles relatives à la mise à disposition sur le marché des fertilisants porteurs du marquage CE](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(13.07.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Mihai Țurcanu \(PPE, RO\)](#)

# Séance plénière

- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE – Fertilisants porteurs du marquage CE \(en anglais\)](#)
- [Infographie sur l'économie circulaire \(en anglais\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

# Séance plénière

## Incendies au nord de l'Espagne et au Portugal: comment optimiser l'aide de l'UE

**Les manières d'améliorer et de mobiliser plus rapidement l'aide d'urgence et les outils de financement de l'UE afin d'aider l'Espagne et le Portugal suite aux récents incendies meurtriers seront débattues avec le Conseil et la Commission mercredi soir.**

Plus de 100 personnes sont décédées ces quatre derniers mois au Portugal et en Espagne suite à de violents incendies de forêt.

Cet été, le [mécanisme européen de protection civile](#) a été déclenché huit fois (un record) afin d'aider les pays touchés par les incendies.

*Débat: mercredi 25 octobre*

*Procédure: déclarations de la Commission et du Conseil, suivies d'un débat*

*#ForestFires #Portugal #Spain*

### En savoir plus

- [Déclaration du commissaire chargé de l'aide humanitaire et de la gestion de crise, sur les incendies et les orages meurtriers dans plusieurs États membres \(16.10.2017, en anglais\)](#)
- [Tweet du Président du PE Antonio Tajani sur les incendies au Portugal et en Espagne](#)
- [Les drapeaux portugais et espagnol en berne au Parlement européen](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

# Séance plénière

## Vote sur les négociations commerciales avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande

Les négociations sur les accords commerciaux avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande devraient avoir pour objectif de stimuler l'économie de l'UE tout en protégeant les agriculteurs et en garantissant des normes élevées de protection des consommateurs, affirment les députés dans une résolution débattue mercredi et mise aux voix jeudi.

Les députés se prononceront sur plusieurs propositions sur lesquelles le Conseil et la Commission devraient se concentrer lors des négociations, notamment la création de nouvelles opportunités commerciales pour l'UE dans la passation des marchés publics, la protection des agriculteurs et des consommateurs européens, et le droit des gouvernements de légiférer dans l'intérêt public. Les résultats des négociations devront être approuvés par le Parlement européen.

Le Conseil devrait adopter les mandats de négociation en novembre et la Commission pourra débiter les négociations avec les deux pays avant la fin de l'année.

### À savoir

L'UE et l'Australie mènent leurs relations économiques et commerciales dans le cadre du partenariat entre l'UE et l'Australie de 2008, tandis que l'UE et la Nouvelle-Zélande ont conclu un accord de partenariat cette année. Les exportations australiennes dans l'UE sont dominées par les produits miniers et agricoles, alors que les exportations de l'UE vers l'Australie sont principalement constituées de biens manufacturés. Les exportations néo-zélandaises dans l'UE sont majoritairement des produits agricoles, tandis que les exportations de l'UE vers la Nouvelle-Zélande se composent majoritairement de biens manufacturés.

*Débat: mercredi 25 octobre*

*Vote: jeudi 26 octobre*

*Procédure: résolutions non législatives*

*#EUtrade*

### En savoir plus

- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(12.10.2017, en anglais\)](#)
- [Think Tank du PE – Australie: indicateurs économiques et commerce avec l'UE \(juin 2017, en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE – Du PTP aux nouveaux accords commerciaux dans la région Asie-Pacifique \(mai 2017, en anglais\)](#)
- [Fiche de procédure pour l'Australie](#)
- [Fiche de procédure pour la Nouvelle-Zélande](#)
- [Profil du rapporteur Daniel Caspary \(PPE, DE\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)



# Séance plénière

## Comment mieux exploiter tout le potentiel économique de la zone euro

**Jusqu'à un point de croissance supplémentaire est un objectif atteignable grâce à des réformes structurelles, des politiques en matière d'emploi et de l'investissement dans les États membres, affirment les députés. Un débat sera organisé avec le commissaire Moscovici mercredi après-midi, suivi d'un vote jeudi.**

Les députés, dans une résolution rédigée à l'initiative de [Gunnar Hökmark](#) (PPE, SE), ont fait part de leur inquiétude quant à la croissance de l'UE qui reste trop faible pour créer de nouveaux emplois et demeure loin derrière les projections de croissance pour l'ensemble de la planète.

Ils ont insisté sur les actions politiques telles que la bonne application des recommandations par pays, une réforme fiscale, et un investissement accru dans l'innovation, l'éducation, la recherche et la technologie. Le rapport appelle par ailleurs la Commission et les États membres à adopter une orientation budgétaire qui, tout en étant adaptée à la zone euro, reflète les différences en matière de politique budgétaire dans chaque pays.

*Débat: mercredi 25 octobre*

*Vote: jeudi 26 octobre*

*Procédure: résolution non législative*

### En savoir plus

- [Fiche de procédure: politiques économiques de la zone euro](#)
- [Profil du rapporteur Gunnar Hökmark \(PPE, SE\)](#)
- [Think Tank du PE – Programme d'appui à la réforme structurelle 2017-2020 \(en anglais\)](#)

# Séance plénière

## Les députés se mettent d'accord sur un budget européen 2018 solide avant les négociations avec les États membres

**Le Parlement votera une proposition modifiée de budget de l'UE pour l'année prochaine, qui s'élèvera à 162,6 milliards d'euros d'engagements, soit 2 milliards d'euros de plus que la proposition initiale de la Commission de 160,6 milliards d'euros.**

La plénière devrait donner mandat à l'équipe de négociation du Parlement pour défendre un budget européen solide pour l'année prochaine lors des prochaines négociations de "conciliation" avec le Conseil et la Commission. Les députés proposent de rejeter toutes les coupes demandées par le Conseil et d'ajouter des fonds pour la migration, la sécurité, l'emploi et la lutte contre le chômage des jeunes.

Les détails sur le projet de position du PE sur le budget de l'UE pour 2018 sont inclus dans [les communiqués de presse](#) après les récents votes sur [les chiffres](#) et sur la [résolution correspondante](#) de la commission des budgets.

### Prochaines étapes

Le vote en plénière marquera le lancement de trois semaines de "conciliation" avec le Conseil, dans le but de parvenir à un accord entre les deux institutions à temps pour que le budget de l'année prochaine soit voté par le Parlement et signé par son Président le 30 novembre.

### Que sont les crédits d'engagement et de paiement?

Compte tenu de la nécessité de gérer des actions pluriannuelles (financement d'un projet de recherche durant de deux à trois ans, par exemple), le budget de l'UE distingue:

- crédits d'engagement (le coût de toutes les obligations légales contractées durant l'exercice en cours, pouvant avoir des conséquences les années suivantes); et
- crédits de paiement (argent effectivement versé au cours de l'année en cours, éventuellement pour mettre en œuvre les engagements pris les années précédentes).

*Débat: mardi 24 octobre*

*Vote: mercredi 25 octobre*

*Procédure: budgétaire*

*#EUBudget #EUBudget2018*

### En savoir plus

- [Projet de rapport sur le budget européen pour 2018 \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse sur le vote en commission - Chiffres du budget \(27.09.2017\)](#)
- [Communiqué de presse sur le vote en commission - Résolution sur le budget \(10.10.2017, en anglais\)](#)
- [Rapporteur principal \(section Commission\) Siegfried Mureşan \(PPE, RO\)](#)
- [Rapporteur pour les autres sections Richard Ashworth \(ECR, UK\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Documents de la procédure budgétaire 2018](#)

# Séance plénière

## Budget à long terme de l'UE: premières propositions de réforme du cadre financier de l'après-2020

L'actuel cadre financier pluriannuel (CFP) 2014-2020 "a atteint ses limites", déclarent les députés dans un projet de résolution mis aux voix mardi. Pour se voir "augmenté de façon significative", le prochain CFP pour l'après-2020 devrait s'élever à au moins 1,23% du RNB de l'UE, ajoutent-ils. Le plafond actuel des dépenses est de 1%.

Le [projet de résolution](#) est la première réponse politique [au document de réflexion de la Commission européenne sur l'avenir des finances de l'UE](#). Il fait suite au [débat en plénière](#) le 4 juillet dernier.

Les détails du projet de résolution sont précisés dans le [communiqué de presse](#) (en anglais) publié après le vote en commission des budgets.

### Prochaines étapes

La position complète du PE sur le prochain CFP sera détaillée dans un prochain [rapport d'initiative](#). La Commission européenne devrait présenter le projet de règlement pour le CFP pour l'après-2020 en mai 2018.

*Débat: mardi 4 juillet*

*Vote: mardi 24 octobre*

*Procédure: résolution non législative*

*#EUBudget #MFF*

### En savoir plus

- [Projet de résolution sur le document de réflexion sur l'avenir des finances de l'UE \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(10.10.2017, en anglais\)](#)
- [Think Tank du PE – Le cadre financier pluriannuel](#)
- [Think Tank du PE – L'avenir des finances de l'UE \(en anglais\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

# Séance plénière

## Protection des lanceurs d'alerte à l'échelle européenne

**Les lanceurs d'alerte qui agissent dans l'intérêt public méritent une protection et un soutien adéquats, disent les députés qui appelleront à de nouvelles règles mardi.**

Les députés affirment que la protection des lanceurs d'alerte est fragmentée et inappropriée dans de nombreux pays de l'UE. Dans un projet de résolution qui sera débattu lundi et voté mardi, les députés appellent la Commission européenne à proposer des règles d'ici la fin de cette année pour assurer une protection à l'échelle de l'Union européenne.

Tous les pays de l'UE devraient introduire des mécanismes de signalement plus clairs, des mesures de protection contre les représailles et fournir un soutien tel qu'une aide juridique et financière, affirme le texte.

Les députés demandent également la mise en place d'une autorité au niveau de l'UE pour faciliter la coordination dans les affaires transfrontalières.

*Débat: lundi 23 octobre*

*Vote: mardi 24 octobre*

*Conférence de presse: mardi 24 octobre à 17 heures avec le rapporteur*

*Procédure: résolution non législative*

*#whistleblowers*

### En savoir plus

- [Projet de résolution sur les mesures légitimes pour protéger les lanceurs d'alerte agissant dans l'intérêt public](#)
- [Profil du rapporteur: Virginie Rozière \(S&D, FR\)](#)
- [Fiche de procédure](#)

# Séance plénière

## Protéger les travailleurs grâce à des règles plus strictes pour les substances cancérigènes

**Des règles plus strictes visant à protéger les travailleurs contre l'exposition aux substances cancérigènes et mutagènes seront débattues mercredi et mises aux voix du Parlement, pour un vote final, jeudi.**

Les nouvelles règles ajoutent 11 substances à la liste actuelle des substances dangereuses sujettes à des limites d'exposition. Pour deux substances cancérigènes déjà présentes dans la liste (les poussières de bois dur et le chlorure de vinyle monomère), les limites auxquelles les travailleurs peuvent être exposés ont été abaissées.

Les employeurs devront évaluer le risque d'exposition des travailleurs et prendre des mesures préventives. Les députés obligent également la Commission à évaluer la possibilité d'inclure les substances reprotoxiques, ayant un impact sur les fonctions sexuelles et la fertilité, d'ici au premier trimestre 2019.

### À savoir

Le cancer est la première cause de mortalité liée au travail dans l'UE. L'objectif de ces nouvelles règles est d'aider à sauver 100 000 vies dans les 50 prochaines années. Elles bénéficieront tout particulièrement aux travailleurs des secteurs de la construction, de la chimie, de l'automobile, de l'industrie du bois et du meuble, de la fabrication de produits alimentaires, du textile, de la santé et des hôpitaux.

*Débat: mercredi 25 octobre*

*Vote: jeudi 26 octobre*

*Procédure: procédure législative ordinaire*

### En savoir plus

- [Projet de résolution concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(30.08.2017\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Profil du rapporteur Marita Ulvskog \(S&D, SV\)](#)
- [Service de recherche du PE – Limites d'exposition aux substances cancérigènes et mutagènes au travail](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

# Séance plénière

## Débat sur le harcèlement et les abus sexuels dans l'UE

**Après le scandale hollywoodien d'harcèlement sexuel systémique dans l'industrie cinématographique et la campagne mondiale #MeToo menée par des femmes dénonçant le harcèlement et les agressions sexuelles qu'elles ont subies, les députés débattront du sujet mardi soir.**

Les députés interrogeront la Commission sur ce que fait l'UE pour prévenir la violence sexuelle et soutenir les victimes.

La commission des droits de la femme du Parlement a tenu une audition en juin dernier sur les "[mesures visant à prévenir et à combattre le harcèlement moral et sexuel sur le lieu de travail, dans les espaces publics et dans la vie politique dans l'UE](#)".

Le résultat de l'audition contribuera à un rapport non législatif qui sera présenté en plénière avant la fin du mandat.

Les députés pourraient saisir l'opportunité d'exhorter tous les États membres à ratifier et mettre en œuvre rapidement la [Convention d'Istanbul](#).

*Débat : mardi 24 octobre*

*Procédure : déclaration de la Commission (sans résolution)*

*#MeToo #StopVAW #IstanbulConvention #BalanceTonPorc*

# Séance plénière

## Régimes de revenu minimum: aider les personnes à sortir de la pauvreté et à reprendre une vie active

**Selon un projet de résolution qui sera débattu lundi et mis aux voix mardi, un régime de revenu minimum est l'un des moyens les plus efficaces pour sortir les gens de la pauvreté.**

La plupart des pays de l'UE disposent déjà de tels régimes, mais tous ne fournissent pas un soutien adéquat à tous ceux qui en ont besoin. Les députés recommandent diverses mesures pour améliorer l'efficacité des régimes et soulignent l'importance de combiner le soutien financier avec un accès facilité aux services sociaux et publics tels que le logement, les soins de santé et l'éducation.

Ces régimes devraient viser non seulement à aider les gens, mais aussi à leur permettre de s'extraire de l'exclusion sociale pour revenir à une vie active, dit le texte.

En raison de la crise économique, près de 120 millions de personnes dans l'UE sont toujours exposées à la pauvreté et à l'exclusion sociale (données pour 2015). Les enfants, les femmes, les chômeurs, les familles monoparentales et les personnes handicapées sont particulièrement vulnérables.

*Débat: lundi 23 octobre*

*Vote: mardi 24 octobre*

*Procédure: résolution non législative*

### En savoir plus

- [Projet de résolution sur les politiques en matière de revenu minimum](#)
- [Communiqué de presse sur le vote en commission \(28.9.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Laura Agea \(EFDD, IT\)](#)
- [Étude EPRS: Politiques en matière de revenu minimum dans les États membres de l'UE](#)
- [Fiche de procédure](#)

# Séance plénière

## Racisme anti-Roms: combattre les discriminations dans l'UE

**Les États membres et l'UE ne parviennent pas à garantir des droits égaux pour les Roms. Les députés débattent lundi des solutions pour mettre un terme à cette discrimination et adopteront mardi une résolution détaillant des mesures concrètes aux niveaux national et de l'UE.**

Le projet de rapport a été préparé par Soraya Post (S&D, SE) et la commission des libertés civiles. Les 10 à 12 millions de Roms vivant actuellement dans l'UE souffrent d'un racisme persistant et structurel "à tous les niveaux de la société européenne, dans toute l'Europe et quotidiennement", précise le texte.

*Débat: lundi 23 octobre*

*Vote: mardi 24 octobre*

*Procédure: résolution non législative*

### En savoir plus

- [Projet de résolution sur les aspects liés aux droits fondamentaux dans l'intégration des Roms dans l'UE: lutter contre le racisme anti-Roms \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse – Les députés appellent à une meilleure intégration des Roms et condamnent le racisme anti-Roms \(28.09.2017, en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Soraya Post \(S&D, DE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Vidéo - La députée Soraya Post sur les Roms: "Personne ne souhaite vivre comme du bétail"](#)
- [Les députés appellent à la fin des discriminations contre les Roms \(27.09.2017\)](#)



# Séance plénière

## Autres sujets à l'ordre du jour

**Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:**

- Débat d'actualité: lutte contre l'immigration illégale et le trafic d'êtres humains en Méditerranée, débat mercredi (ENL);
- Élection d'un vice-président du PE (pour remplacer Ulrike Lunacek), vote jeudi;
- Rapport coût/efficacité de la garantie pour la jeunesse de l'UE, Vaughan, débat lundi, vote mardi;
- Responsabilité environnementale: prévention et réparation des dommages, Ferrara, débat et vote jeudi; et
- Pêcheries: mise en œuvre de l'obligation de débarquement, Cadec, vote mardi.